



MUNICIPALITÉ DE

Sainte-Anne-des-Lacs

**DIRECTIVE PARTICULIÈRE RELATIVEMENT À L'UTILISATION D'UNE AUTRE
LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE.**

Table des matières

Dispositions générales	4
Déclaration de principe	4
Objet	4
Portée	4
Cadre juridique	4
Responsabilité	5
Diffusion de la politique	5
Langue de travail	5
Principes généraux	5
Directives	6
Maîtrise appropriée du français	6
Connaissance de langues autres que le français	6
Équipements, outils et documents de travail	6
Réunions dans la Municipalité et à l'extérieur de la Municipalité et du Québec ..	6
Langue des documents, des ententes et des communications institutionnelles	7
Principe générale	7
Directives	7
Documents d'information pour distribution à l'externe	7
Publications	8
Site Internet et réseaux sociaux	8
Communications écrites avec des personnes physiques	8
Communications écrites avec les entreprises et les personnes morales établies au Québec	8
Communications écrites avec les entreprises et les personnes morales établies à l'extérieur du Québec	9

Communications écrites avec les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux	9
Communications écrites avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales	9
Communications écrites et orales avec les médias.....	10
Ententes avec les gouvernements.....	10
Attestation, certificats et autres décisions écrites	10
Permis d’affichage et enseignes commerciales.....	11
Demande de permis, d’autorisation, de subvention ou d’aide financière	11
Services au public.....	11
Principes généraux.....	11
Directives.....	12
Premier contact	12
Répondeurs et boîtes vocales	12
Congrès et expositions.....	12
Conférences et allocutions	12
Maîtrise du français	13
Principe général	13
Directives touchant la qualité de la langue écrite.....	13
Révision des documents	13
Langue des contrats et des appels d’offres	13
Principes généraux.....	13
Directives.....	14
Contrats et appels d’offres	14
Exécution des contrats et utilisation des subventions et avantages.....	14
Langue des rapports fournis à la Municipalité	14
Inscription sur un bien et documentation afférente.....	14

Examen des biens livrés.....	14
Exception.....	14
Reddition de compte	15
Révision	15
Entrée en vigueur.....	15

Dispositions générales

Déclaration de principe

La Municipalité de Sainte-Anne-des-Lacs reconnaît que le français est la langue officielle du Québec et la langue commune de la nation québécoise.

Elle entend jouer un rôle exemplaire et proactif en ce qui a trait à l'usage et à la qualité du français dans ses activités.

La Municipalité privilégie l'unilinguisme français afin de bien indiquer que le français est à la fois la langue officielle et la langue normale et habituelle de l'administration municipale et de l'espace public ainsi qu'un facteur important de cohésion sociale au Québec.

Elle accorde également une attention constante à la qualité de la langue française écrite et parlée.

Objet

Le but de la politique est d'indiquer la conduite attendue de l'administration municipale en matière linguistique, en conformité avec la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11).

Portée

Cette politique s'applique aux membres du personnel et aux membres du conseil municipal. Ils doivent donc respecter les directives qui y sont énoncées.

Cadre juridique

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la *Charte de la langue française*.

Responsabilité

Le maire est le répondant public de l'application de la politique. Il est également, dans l'exercice de ses fonctions prévues par la loi, responsable de son application au sein du conseil municipal ainsi que des comités et commissions du conseil.

La direction générale est responsable de l'application de la politique au sein de l'administration municipale. Elle agit également en tant que mandataire de l'application de la *Charte de la langue française* nommée pour faire le lien officiel entre la Municipalité et l'Office québécois de la langue française

Le directeur de chaque service est responsable de l'application de la politique.

Diffusion de la politique

La Municipalité diffuse la politique sur son site Internet.

Langue de travail

Principes généraux

La langue de travail est le français et le personnel doit être informé des droits que prévoit la Charte de la langue française à ce chapitre.

La Municipalité reconnaît qu'elle est responsable, en tant qu'employeur, de veiller à ce que son personnel exerce ses fonctions en français et elle s'engage à prendre les mesures appropriées pour atteindre cet objectif.

Directives

Maîtrise appropriée du français

Toute personne retenue pour un poste doit posséder une maîtrise adéquate du français pour remplir ses fonctions.

Connaissance de langues autres que le français

La Municipalité ne peut exiger la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que la langue officielle, à moins que cette connaissance ne soit nécessaire pour l'accomplissement des tâches et que tous les moyens raisonnables aient été pris pour éviter d'imposer une telle exigence.

Équipements, outils et documents de travail

Tous les équipements et les outils de travail, y compris le matériel informatique et les périphériques mis à la disposition du personnel, ainsi que les inscriptions et la documentation afférente, doivent être en français ou configurés en français lorsque cela est possible.

Les logiciels devraient être en français seulement, à la seule exception des logiciels installés à des fins de test ou d'évaluation. Tout logiciel en version anglaise encore installé au moment de l'approbation de la présente politique devrait être remplacé par sa version française dès qu'elle devient disponible, et toute mise à niveau de la version anglaise est exclue par la suite.

Réunions dans la Municipalité, à l'extérieur de la Municipalité et à l'extérieur du Québec

Les membres du personnel s'expriment en français lors des réunions tenues avec des représentants d'autres administrations publiques à moins de faire partie d'une réunion à l'extérieur du Québec, dans le but de faciliter les échanges.

Les membres du personnel s'expriment en français lors des réunions tenues avec des représentants d'entreprises établies au Québec.

Ils peuvent cependant s'exprimer dans une autre langue lorsque les intervenants de l'extérieur du Québec participent également à ces réunions, si la majorité des personnes présentes ne comprend pas le français et qu'aucun service d'interprétation n'est disponible.

Lorsqu'ils participent à des comités de travail ayant lieu en marge des réunions officielles, ils peuvent cependant s'exprimer dans une autre langue après s'être assurés que la majorité des personnes présentes ne comprenait pas le français.

Langue des documents, des ententes et des communications institutionnelles

Principe générale

Le français est la langue de rédaction et de diffusion des documents, des ententes et des communications institutionnelles, quel qu'en soit le support.

Directives

Les cartes professionnelles sont en français.

Les textes et les documents de la Municipalité ne sont rédigés et diffusés qu'en français.

Documents d'information pour distribution à l'externe

Les affiches, les dépliants et les autres documents pour la distribution à l'externe sont produits en français.

Publications

Les communications et les articles publiés par des membres du personnel dans l'exercice de leurs fonctions sont en français.

Site Internet et réseaux sociaux

L'information véhiculée par la Municipalité dans son site Internet et dans les réseaux sociaux est, par défaut, en français. La page d'accueil du service Internet et la page d'accueil des réseaux sociaux le sont également.

Communications écrites avec des personnes physiques

Quand un membre du personnel écrit à une personne physique résidant ou travaillant au Québec, il utilise le français lorsque cela est possible.

Seule la version française d'un document d'information fait l'objet, au Québec, d'une diffusion par envoi non personnalisé, par publipostage ou par réponse électronique automatisée.

De plus, le membre du personnel s'adressant par écrit à une personne physique dans une autre langue que le français pour une des raisons prévues dans la *Charte de la langue française* ou pour quelle que raison que ce soit, ne peut être tenue responsable de la communication transmise dans cette autre langue.

Communications écrites avec les entreprises et les personnes morales établies au Québec

Le personnel de la Municipalité est tenu d'exiger des entreprises ou des personnes morales établies au Québec que la correspondance qui lui est adressée soit en français.

Les communications écrites adressées à des entreprises ou à des personnes morales établies au Québec sont en français seulement.

Communications écrites avec les entreprises et les personnes morales établies à l'extérieur du Québec

Les communications écrites adressées à des entreprises ou à des personnes morales établies à l'extérieur du Québec sont rédigées en français. Elles peuvent aussi l'être dans une autre langue.

Les communications écrites adressées à des entreprises ou à des personnes morales dont le siège est à l'extérieur du Québec et qui possèdent au Québec un établissement, une filiale ou une division sont en français uniquement.

Communications écrites avec les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux

Les communications écrites adressées au gouvernement fédéral ou au gouvernement d'une province ou d'un territoire qui a le français comme langue officielle sont en français.

Les communications écrites adressées aux gouvernements provinciaux qui n'ont pas le français comme langue officielle peuvent être écrite dans une autre langue.

Communications écrites avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales

Les communications écrites adressées à un gouvernement étranger, à une administration publique qui relève de son autorité ou à une organisation internationale dont le français est la langue officielle ou une langue de travail sont en français seulement.

Les communications écrites adressées à un gouvernement étranger ou à une organisation internationale qui n'a pas le français comme langue officielle ou comme langue de travail peuvent être écrites dans leur langue officielle ou en français, en tenant compte de la meilleure façon d'assurer une bonne communication.

Communications écrites et orales avec les médias

Les communications avec les représentants des médias du Québec sont en français. Celles avec les représentants des médias à l'extérieur du Québec peuvent être dans une autre langue. La version française d'une communication écrite peut être accompagnée d'une version non officielle dans l'autre langue, avec la mention « Traduction non officielle » dans la langue visée.

Un représentant de la Municipalité qui accorde une entrevue à un média télévisuel, radiophonique ou transmettant autrement le son ou la vidéo peut s'exprimer dans la langue de diffusion de ce média.

La publicité est faite en français. Si elle est destinée à un média diffusant du contenu dans une autre langue que le français, elle peut être réalisée dans cette langue.

Les communiqués et les dossiers de presse sont en français. Toutefois, ils peuvent être traduits dans d'autres langues, notamment dans le cadre d'activités à caractère international, mais ils doivent être présentés sur un support distinct de celui de la version française. La version traduite comporte la mention « Traduction non officielle » dans la langue visée.

Ententes avec les gouvernements

Les ententes avec le gouvernement fédéral ou avec le gouvernement d'une province qui a le français comme langue officielle sont conclues en français seulement.

Elles peuvent être conclues à la fois en français et dans une autre langue avec d'autres gouvernements.

Attestation, certificats et autres décisions écrites

Les attestations, certificats et autres décisions écrites sont rédigés en français seulement. Un membre du personnel peut donner verbalement des explications dans une autre langue à une personne qui s'adresse à lui dans cette langue.

Le membre du personnel s'adressant verbalement à une personne dans une autre langue que le français pour une des raisons prévues dans la *Charte de la langue française* ou pour quelle que raison que ce soit, ne peut être tenue responsable de l'information transmise dans cette autre langue.

Permis d'affichage et enseignes commerciales

Lorsque la Municipalité est interpellée pour une demande de permis d'affichage ou d'enseigne commerciale, elle remet au demandeur la réglementation qui est prévue à la *Charte de la langue française*.

Si un membre du personnel ou du conseil municipal est témoin d'une irrégularité, il en saisit le mandataire qui pourra en informer l'Office québécois de la langue française.

Demande de permis, d'autorisation, de subvention ou d'aide financière

La Municipalité exige que tout document qui lui est transmis par une entreprise ou une personne morale pour obtenir un permis, une autorisation, une subvention ou une aide financière soit rédigé en français.

La Municipalité exige également que tout document qui lui est transmis par une entreprise ou une personne morale à la suite de l'obtention d'un permis, d'une autorisation, d'une subvention ou d'une aide financière soit rédigé en français.

Services au public

Principes généraux

Dans ses contacts avec le public, le personnel de la Municipalité utilise le français par défaut.

Il ne doit jamais présumer qu'une personne désire qu'on s'adresse à elle dans une autre langue que le français.

Directives

Premier contact

La langue du premier contact avec le public, au téléphone ou en personne, est le français. Tout membre du personnel qui prend l'initiative d'une communication orale avec une personne doit parler en français.

Le personnel peut poursuivre la conversation dans une autre langue si l'interlocuteur en fait la demande ou indique qu'il ne peut pas s'exprimer en français.

Si aucun membre du personnel n'a la connaissance de la langue nécessaire pour répondre à l'interlocuteur, le membre du personnel pour quelle que raison que ce soit, ne peut être tenue responsable de la communication ou non-communication transmise dans cette autre langue.

Répondeurs et boîtes vocales

Les messages d'accueil du système téléphonique de la Municipalité et de ses organismes ainsi que les messages de boîtes vocales du personnel sont en français.

Conférences et allocutions

Les conférences et les allocutions prononcées par les membres du personnel dans l'exercice de leurs fonctions lors d'événement sont en français. Toutefois, lorsque ces derniers se déroulent à l'extérieur du Québec, une partie des conférences ou des allocutions peuvent être prononcées dans une autre langue.

Maîtrise du français

Principe général

Chaque membre du personnel emploie une langue claire et précise dans toute communication écrite ou orale faite au nom de la Municipalité.

Directives touchant la qualité de la langue écrite

La Municipalité met à la disposition de chaque membre du personnel les outils linguistiques requis par sa fonction. Chaque membre du personnel doit par conséquent les utiliser.

Des activités de maintien ou de développement des compétences en français peuvent également être offertes au personnel selon les besoins de la Municipalité.

Révision des documents

Tout membre du personnel qui rédige un texte destiné à la diffusion publique a la responsabilité de s'assurer de sa qualité linguistique.

Langue des contrats et des appels d'offres

Principes généraux

En tant qu'organisme public, la Municipalité utilise son pouvoir d'achat de manière à choisir des fournisseurs qui respectent les exigences de la Charge de la langue française.

Lorsque des motifs impératifs obligent la Municipalité à déroger à ce principe, elle est tenue de prendre des mesures pour respecter le droit de son personnel de travailler en français.

Directives

Contrats et appels d'offres

Les contrats et appels d'offres faits au Québec sont rédigés en français seulement.

Par exception, un contrat peut être conclu dans une autre langue avec une entreprise établie à l'extérieur du Québec, et la correspondance afférente à ce contrat rédigée dans cette langue.

Une version des documents d'appel d'offres peut également être produite dans une autre langue lorsque les principaux fournisseurs susceptibles de déposer une soumission sont établis à l'extérieur du Québec.

Exécution des contrats et utilisation des subventions et avantages

Toute entreprise, personne morale ou association qui sollicite ou obtient un contrat, une subvention ou un avantage, quelle qu'en soit la valeur, doit s'engager à respecter, dans le cadre de l'exécution du contrat ou de l'utilisation de la subvention ou de l'avantage, les dispositions de la *Charte de la langue française*. Elle doit également s'assurer que ses sous-traitants respectent ces dispositions.

Les documents remis à ces fins, notamment les documents d'appel d'offres, font mention de cette exigence.

Langue des rapports fournis à la Municipalité

Tout rapport fourni à la Municipalité dans le cadre d'un contrat doit être rédigé en français et cette exigence ainsi que ses modalités d'application doivent être prévues dans les conditions du contrat.

Reddition de compte

Le mandataire a la responsabilité de déposer aux élus, au plus tard le 31 mars de chaque année, un rapport sommaire quant à la situation du français au sein de l'organisation municipale. Il peut formuler des recommandations au besoin.

Révision

La Politique linguistique devra faire l'objet d'une révision tous les cinq ans à compter de l'adoption de la présente.

Entrée en vigueur

La présente Politique a été adoptée à l'unanimité par le conseil municipal le 6 novembre 2023 par sa résolution 232-11-2023 et est entrée en vigueur à cette date.

Catherine Hamé
Maire

Anne-Claire Robert,
Directrice générale et
greffière-trésorière

Date de transmission au ministère de la Langue française :